

L'Europe et les Nations-Unies, dessous de la campagne pour l'élection du prochain Secrétaire Général des Nations-Unies



Depuis que l'ONU existe, elle est régie par un principe de rotation par région de l'origine de son SG. Le poste revient aujourd'hui de préférence à l'Europe de l'Est, longtemps disqualifiée pour d'évidentes raisons de guerre froide puis non priorisée après 1991 pour des motivations compréhensibles de transition.

Avec Joël
Ruet

La France se met déjà en ordre rangé pour l'élection présidentielle de 2017. Mais le reste de l'Europe et du monde bruit d'une autre élection qui a lieu maintenant : le ou la futur(e) Secrétaire Général(e) (SG) des Nations-Unies sera élu(e) dans les semaines à venir, et une règle non écrite de l'institution voudrait que ce soit au tour de l'Europe de l'Est d'occuper le poste. La France, membre permanent du Conseil de Sécurité, aura un rôle à majeur à jouer.

Le calendrier est serré. Les leaders du G20 ont échangé informellement sur le sujet les 4 et 5 septembre à Pékin, le vendredi 9 septembre le Conseil de Sécurité se réunissait à New York pour un « pré-vote », le quatrième à ce jour, et il ne fait nul doute que ce sera l'un des sujets du Sommet informel de l'Union européenne en Slovaquie, pour lequel le Chef de l'Etat François Hollande s'envolera vers Bratislava le 16 septembre.

Depuis que l'ONU existe, elle est régie par un principe de rotation par région de l'origine de son SG. Le poste revient aujourd'hui de préférence à l'Europe de l'Est, longtemps disqualifiée pour d'évidentes raisons de guerre froide puis non priorisée après 1991 pour des motivations compréhensibles de transition.

Les Etats-Unis ont bien tenté de soutenir des candidats de leur zone d'influence, la Costaricaine Christiana Figueres et l'Argentine Susana Malcorra, mais sans succès, et la France a su ne pas s'aligner sur Washington. De même, la Russie a activement promu la candidature du Serbe Vuk Jeremić et du Slovaque Miroslav Lajčák. Là encore, il est de l'intérêt de la France de ne pas s'aligner avec Moscou. Jeremić s'est de tous temps opposé à l'OTAN et refuse de reconnaître l'indépendance du Kosovo, tandis que Lajčák s'est illustré par un refus dogmatique de l'accueil des réfugiés syriens au motif que "les Slovaques n'ont jamais été en lien avec les musulmans et sont effrayés". Aucun de ces candidats ne devrait franchir la ligne d'arrivée.

En revanche, en parallèle à ces manœuvres d'influence de Washington et de Moscou, deux candidats indépendants ont réussi à générer un soutien large et constant auprès des membres du Conseil de Sécurité : le portugais António Guterres et la Bulgare Irina Bokova. Tous deux sont francophones et francophiles. Il est socialiste, elle est non affiliée politiquement.

Même s'il est arrivé largement en tête des votes, Guterres fait face à une double difficulté : premièrement c'est un homme, alors qu'Obama tient à soutenir l'élection de la première femme à la maison blanche ainsi qu'à l'ONU ; deuxièmement il est d'Europe Occidentale, alors que les Russes tiennent à ce que le principe de rotation géographique soit scrupuleusement respecté et qu'on élise un leader d'Europe de l'Est.

Irina Bokova a en revanche la chance d'être une femme d'Europe de l'Est. Très grande diplomate, femme à la fois habile et de principe, parlant quatre des six langues officielles de l'ONU, respectée à la fois à Washington, Moscou et Pékin, elle est la candidate idéale de compromis entre les membres permanents du Conseil de Sécurité. Directrice Générale de l'UNESCO, basée à Paris, elle est aussi la candidate soutenue par la France.

La confusion est venue ce week-end du fin fond de l'Europe de l'Est : Sofia envisagerait de remplacer la candidature de Bokova par celle d'une autre Bulgare, la Commissaire Européenne Kristalina Georgieva. Il semblerait que le Premier Ministre bulgare Borissov soit sous la pression de la droite européenne – le Parti Populaire Européen – afin d'aligner un candidat conservateur pour s'opposer au socialiste Guterres. La charge est menée par le peu fréquentable Premier Ministre hongrois Viktor Orbán qui doit se rendre mardi à Sofia. Amalgame, vision à courte vue, qui méconnaît les réalités des Nations-Unies : changer de candidate à ce stade serait un suicide politique pour Borissov. Alors même que Bokova a de bonnes chances de l'emporter, Georgieva n'a rien à espérer. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères russe a été clair sur ce point ce weekend : la Russie s'oppose à Georgieva qui a contribué à mettre en œuvre au sein de la Commission Européenne les sanctions économiques contre Moscou.

Technocrate, elle n'a quasiment aucune expérience diplomatique. Georgieva suivra probablement le même chemin que Christiana Figueres, une autre technocrate très compétente qui s'est effondrée dans sa course aux Nations Unies malgré le soutien très appuyé des Américains. Même le Venezuela, membre du Conseil de Sécurité, vient d'indiquer publiquement son opposition : 'trop tard' alors que la majorité de l'Assemblée Générale pousse pour une élection enfin transparente et que la campagne a commencé il y a déjà plusieurs mois. De nombreux autres membres du Conseil de Sécurité partageraient le même agacement face à cette candidature peu crédible de dernière minute.

D'autres surprises et coups de théâtre ne devraient pas manquer d'avoir lieu dans les semaines à venir jusqu'à la décision finale courant octobre. D'ici là, la France devra tenir son rôle, et au-delà des clivages droite-gauche, défendre les valeurs d'humanité et de liberté qui devront être au cœur du mandat du successeur de Ban Ki-moon aux Nations Unies.